

# Les "sans-papiers", cheval de Troie de la mondialisation

Les manifestations du 1er mai devaient être animées par des revendications sur le pouvoir d'achat et les retraites, il n'en a rien été car la vedette en est revenue aux premiers sans-papiers régularisés.

Les sans-papiers depuis plusieurs semaines occupent l'actualité. Il a suffi que certains d'entre-eux se mettent en grève, oui, osent se faire connaître de cette façon à quelques-uns, pour que tous les projecteurs se tournent, étonnamment, de ce côté. Etaient alors remisés loin derrière cette actualité, la nouvelle version du code du travail qui en remet en cause le cadre et dont le déclassement de quelque cinq cents dispositions législatives en partie réglementaire, ce qui les rend modifiables par simple décret, représente une véritable bombe à retardement, ou encore, l'allongement de la durée de cotisations à 41 ans pour les retraites ainsi que la demande qui a été faite par la Présidente du Medef, Laurence Parisot, du recul de l'âge de la retraite à 62 ans, ou encore le fait que l'emploi protège de moins en moins contre la pauvreté selon l'observatoire de la pauvreté et de l'exclusion sociale...

## La grève des sans-papiers, une mise en scène fort à propos

En réalité, c'est à une véritable mise en scène à quoi nous avons assisté. Tout d'abord, des travailleurs sans-papiers, travaillant dans un restaurant et dont le patron « découvrait » à cette occasion que ceux-ci avaient des faux-papiers, se mettaient en grève, spontanément..., pour demander leur régularisation immédiate. Dès lors, les défenseurs de sans-papiers de tous bords, leurs manifestaient leur soutien, gauchistes et CGT en tête. Voilà que soudain, d'autres sans-

papiers se mettaient en grève, particulièrement dans l'hôtellerie comme une trainée de poudre.

Telle n'a pas été la surprise lorsqu'à la suite de cet événement, les patrons de ces sans-papiers ont manifesté à leur tour leur soutien à ceux-ci. Y compris, jusqu'au représentant de l'Union des métiers et des industries de l'hôtellerie, André Daguin, allant jusqu'à reprendre les slogans gauchistes de régularisation massive, confirmant ainsi l'ampleur du problème inavoué et parfaitement connu des patrons, et pour cause, de l'emploi de travailleurs clandestins dans l'économie nationale. Comme cela était souligné dans le journal le Monde (30 avril dernier), « une grande partie des employeurs savent que leurs salariés sont sans papiers », ceci d'autant que les dernières lois créent l'obligation pour les patrons de les contrôler. Il y a aussi l'Urssaf et les impôts auxquels les salariés cotisent qui présentent une drôle de complicité avec cette situation.

Aussi, au lieu de demander des sanctions pour ces patrons voyous, et de faire que s'arrête cet odieux trafic qui vise à surexploiter la misère dans des conditions dignes du tiers-monde sur notre sol, gauchistes et CGT, mais aussi le PCF et une partie du PS, font passer cette exigence essentielle à l'arrière plan au nom de la régularisation de sans-papiers. La logique humanitaire à l'œuvre ici montre bien ses limites, ses travers et même le danger vital qu'elle représente pour les travailleurs en général contre lesquels joue cette situation en faisant pression sur leurs salaires, leurs conditions de travail et d'exploitation.

## **Une présentation des sans-papiers discriminatoire vis-à-vis des autres travailleurs**

La CGT, dans son argumentaire en faveur des sans-papiers, explique que ceux-ci « ne prennent le travail de personne » car « ils font le travail que personne ne veut. » Sauf que,

s'ils font un travail que personne ne veut, ce n'est pas tant en raison d'une pénibilité du travail à quoi rechigneraient les autres, mais en raison des salaires extrêmement bas pratiqués dans certains secteurs où aujourd'hui on recrute essentiellement des travailleurs immigrés, a fortiori, des sans-papiers taillables et corvéables à merci. Le secteur de l'hôtellerie est particulièrement concerné, qui n'a jamais posé, jusqu'il y a peu, de problèmes de recrutement dans la population générale, mais certes, pas au niveau de salaires où on embauche des sans-papiers.

L'argument de la CGT est discriminatoire et insultant pour bien des chômeurs en règle que l'on ne sollicite même pas, y compris des travailleurs d'origine immigrée, parce qu'ils osent prétendre être payés autrement que comme des esclaves modernes.

En réalité ici, la CGT donne indirectement un sacré coup de main à des patrons qui veulent entériner une situation de fait de bas salaires, afin de peser sur les salaires en général tout en apparaissant comme des humanistes, et en appliquant en réalité la logique de l'immigration « choisie », c'est-à-dire des travailleurs immigrés recrutés selon une commande économique du marché et sous une mise en compétition avec les autres salariés. On sait que les chantres de la mondialisation veulent en finir avec les frontières et les Etats-nations qui interviennent dans l'économie et résistent sous la pression de leurs peuples à l'installation d'un grand marché mondial. Mettre un terme définitif à la souveraineté des peuples est de ce point de vue un objectif en soi. La mondialisation en a besoin pour créer la libre circulation des biens et des personnes, pour élever encore le degré d'exploitation et de concentration des richesses. Une logique qui passe par le recours à des travailleurs immigrés sous-payés, voire massivement à des sans-papiers, et ainsi à un moment ou à un autre, qui passe aussi par des régularisations massives ici et ailleurs.

Autrement dit, soutenir de façon globale et indifférenciée une régularisation des sans-papiers, c'est contribuer à mettre en

place les règles de la mondialisation dans notre pays. En fait d'un progrès, il s'agit bien là d'une grave régression, c'est un coup de poignard dans le dos de tous les travailleurs.

## **Une demande de régularisation massive qui nie les enjeux de l'intégration**

En regardant même un peu plus loin, on doit s'interroger sur les effets d'une régularisation massive des sans-papiers qui ne pose pas qu'un problème vis-à-vis de la question du travail, mais aussi en regard de la question du lien social, de l'intégration. On connaît déjà les effets d'une immigration continue dans notre pays dans un contexte économique de crise, avec une intégration dont les conditions ne sont pas réunies et les problèmes que cela pose à notre vivre ensemble qui se dégrade, incluant le développement de ghettos. L'immigration d'origine sub-saharienne n'a cessé de se développer depuis trente ans, dont quatre vingt pour cent vient du Mali, marqué par la polygamie, les mariages arrangés (forcés au pays), sans aucune contraception interdite par leur religion, poussant à la multiplication des enfants dans ces familles. Nous sommes dans bien des quartiers populaires à la limite de l'explosion en raison des déséquilibres ainsi créés, et on voudrait encourager à un nouvel appel d'air de l'immigration clandestine par des régularisations massives de sans-papiers qui verraient-à une voie royale?

C'est n'avoir plus aucun sens des responsabilités vis-à-vis de la nation, de son peuple, que de refuser de voir cette réalité, d'en tenir compte dans les choix politiques. C'est sur elle d'ailleurs que Sarkozy s'est appuyée, pour aller chercher une partie de ceux qui l'ont élus dans les milieux populaires, en prétendant refuser l'immigration clandestine, alors que ses amis du Medef n'hésitaient pas à y avoir recours de façon massive et jusqu'à aujourd'hui.

Une nation, c'est une forme de conscience, celle des valeurs que l'on a en commun auxquelles figurent les droits fondamentaux de l'homme, les libertés publiques, les acquis

sociaux comme bien commun, la démocratie, l'égalité hommes-femmes, la laïcité évidemment... Croit-on que ces choses s'acquièrent sans règles, sans exigences, sans mesure dans mélange entre ceux qui à minima en sont conscients et ceux qui viennent d'autres pays et d'autres cultures qui sont à mille lieux de ces progrès que leurs sociétés ignorent, malgré eux.

## **Lutter contre la mondialisation, c'est combattre le recours par les patrons à des sans-papiers**

Il faudrait sans doute, pour lutter efficacement contre la mondialisation, rejeter toute idée de régularisation massive des sans-papiers, tout en modifiant les règles économiques qui créent les conditions de cette immigration, alors que la faim gagne, avec l'augmentation considérable des denrées alimentaires et de l'énergie, dans le tiers-monde. Il s'agit ici de refuser la logique de la mondialisation en refusant la banalisation de l'utilisation de travailleurs sans-papiers par le patronat en France tout en combattant la logique économique qui conduit à mettre à genoux les pays d'où viennent ceux qui immigreront.

Au vu de la réalité de la France d'aujourd'hui, il n'est pas possible de banaliser cette situation et d'encourager à ce qu'elle continue de se dégrader autant d'un point de vue économique, social que politique. De la gauche à l'extrême gauche à présent, il semble que l'on ait tout oublié de ce à travers quoi le peuple de France s'est édifié, de la conquête de la nation et de la République au meilleur modèle social au monde, et encore, les droits du travail les plus avancés, la libération des femmes du paternalisme de la tradition et de la religion, un Etat réellement indépendant des Eglises tout en étant respectueux du droit de croire ou de ne pas croire... Autant de biens communs que l'on ne brade pas au nom d'un humanisme béat, mais que l'on doit défendre en maintenant une cohérence, qui ne permet pas tout et n'importe quoi.

## **Des fossoyeurs du peuple qui se prennent pour les sauveurs de l'humanité**

A en croire le journal l'Humanité qui s'appuie sur un sondage dont il a passé commande à l'Institut CSA, 84 % des Français seraient pour la régularisation des sans-papiers, laissant entendre qu'ils convergeraient dans le sens d'une régularisation massive, comme le soutient le journal. En regardant les choses de plus près, il faudrait être plus mesuré, car seulement 21 % des interrogés se prononcent pour une régularisation de « l'ensemble des sans-papiers », ils sont en revanche 63 % à être favorable à « une régularisation au cas par cas ». Un sondage qui montre l'absence de racisme des Français dont on les accuse régulièrement mais aussi un certain réalisme, en refusant une régularisation massive sans condition, extrêmement dangereuse pour notre pays, à laquelle s'oppose l'idée du « cas par cas ». Les Français ne peuvent faire moins face à cette campagne de culpabilisation qui ne laisse encore une fois, sur la question de l'immigration, pas beaucoup de place à un réel débat, qui puisse dépasser la caricature droite-gauche habituelle ou l'opposition humanistes-fascistes, et pose les véritables problèmes de société qui en relèvent.

Il y a sans doute des cas qui justifient une régularisation, mais pas au nom du fait qu'ils cotisent à la sécurité sociale ou paient des impôts, argument fallacieux qui tient justement à une irrégularité qui est le propre du choix de celui qui immigre clandestinement et trompe l'administration. Mais plutôt par exemple, en raison d'avoir passé un certain nombre d'années en France dans ces conditions de sans-papiers tout en ayant une famille à charge. Voire, ceux qui ont travaillé avec un titre de séjour et l'ont perdu parce qu'ils n'avaient plus de travail et entre temps s'étaient installés.

Une large partie de ceux qui ici soutiennent les sans-papiers sans condition sont les mêmes qui demandent le droit de libre installation des immigrés en France, ainsi que leur droit de

vote à toutes les élections, au nom de la lutte contre les discriminations. Une aide précieuse à ceux qui rêvent de détruire toute idée de nation et de souveraineté populaire afin de faire place nette au marché.

La révolution est toujours trahie par ceux qui veulent sauver le monde au nom de bons sentiments qui transforment finalement la politique en ventre mou de l'histoire, en livrant au passage les peuples aux pièges de ceux qui les veulent à leur main. C'est une maladie infantile de la politique paraît-il, mais à quand le remède ?

**Guylain Chevrier**

*Historien*